



Appel à Communication

Journée d'étude

Penser l'écosystème des données.

Les enjeux scientifiques et politiques des données numériques

14 février 2013

*Institut des Sciences de la Communication du CNRS (ISCC)
20 rue Berbier-du-Mets, 75 013 Paris*

Le projet SACRED est financé dans le cadre des Projets Exploratoires en Sciences de la Communication du CNRS.

On assiste actuellement à la production et à la diffusion d'un nombre toujours plus important de données dans l'espace scientifique, professionnel et public. Celles-ci proviennent de diverses sources : des administrations qui mettent en ligne leurs données de fonctionnement dans le cadre de démarches *Open Data*, des entreprises qui ouvrent certaines de leurs données non stratégiques, du monde scientifique qui pratique de plus en plus le partage des banques de données d'étude, ou encore des internautes.

Les moyens de traitement traditionnels paraissent insuffisants face à ces « grandes masses de données » (*Big Data*) qui demandent un renouvellement de la réflexion sur les processus d'extraction, de stockage (grilles, informatique en nuage...), de traitement, de partage, d'analyse et de visualisation des données. Si le terme de *data science* provient de l'économie numérique, les activités qu'il recouvre (extraction, traitement, analyse des données) dépassent ce cadre, pour désormais prendre place dans d'autres secteurs confrontés aux grands ensembles de données, tels la recherche scientifique ou le journalisme des données.

Cette journée d'étude vise à interroger les enjeux théoriques et pratiques des recherches portant sur la « libération des données ». Elle sera l'occasion d'une réflexion critique sur le saut quantitatif qu'induisent les grandes masses de données pour la recherche, les tournants notamment disciplinaires et épistémologiques qu'elles peuvent entraîner, la notion d'auteur ou de producteur dans un tel contexte, les stratégies développées par les acteurs publics ou privés, les formes de l'appropriation civile et citoyenne des données, ou encore sur l'écosystème des flux de données qui se met en place actuellement. La multiplication des initiatives locales qui visent à développer des applications de services reposant sur l'utilisation des données libérées, et les enjeux commerciaux qui y sont afférents seront aussi au cœur de cette journée d'étude.

Les réflexions épistémologiques, travaux en cours et *position papers* sont les bienvenus et peuvent s'articuler autour de l'un des axes suivants :



1- Les données numériques et la recherche en SHS: histoire et épistémologie

Cet axe vise à historiciser la question du traitement et de l'utilisation des grands corpus de données qui existent depuis de nombreuses années et à analyser précisément la nature du saut qualitatif rendu possible par les technologies actuelles. Est-ce que la présence massive de données change la pratique des chercheurs-euses en SHS ? Quels sont les besoins, les attentes, les difficultés et les solutions qui émergent ? Les nouvelles méthodes de traitement des données numériques impliquent-elles des changements épistémologiques ?

2- Les enjeux politiques de l'ouverture des données, participation citoyenne et écosystèmes locaux.

Depuis quelques années, la démarche d'ouverture des données (*Open Data*), qui vise à rendre disponibles et réutilisables des données publiques afin de permettre leurs utilisations par de nouveaux acteurs, se développe sous le fait des évolutions législatives et de la demande de certains acteurs. Ce mouvement pose de nombreuses questions : doit-on y voir une amélioration des services publics, un outil de développement territorial ? Quelles sont les relations entre offre et demande, initiatives top/down et bottom/up ? Qui sont vraiment ceux qui se saisissent des données ? Ces réutilisations sont-elles un facteur « d'encapacitation » citoyenne et de renouvellement du fonctionnement de la démocratie comme le suggère la proximité entre les concepts « d'open data » et de « gouvernement ouvert » ? La libération des données peut-elle être mobilisée par les acteurs traditionnels de la démocratie participative ? L'ouverture des données publiques s'articule-t-elle avec d'autres pratiques de démocratie électronique déjà mises en œuvre dans les territoires ?

3- Nouvelles médiations sociotechniques, formation et professionnalisation.

Ce dernier axe vise à identifier les éléments susceptibles de composer un socle de connaissances nécessaires afin de saisir les enjeux de la libération des données et de réfléchir aux nouvelles formes de médiations susceptibles de faciliter l'appropriation citoyenne des données libérées et des applications proposées. Il s'agira d'identifier, pour chaque catégorie d'acteurs, le type de compétences à acquérir pour être capable d'appréhender l'écosystème des données dans toute sa complexité, de la technique au politique. Quelles sont les solutions mises en place par les différentes professions concernées par cet afflux de données ? Quels types de médiations faut-il mettre en place pour une appropriation effective par la société civile des données libérées ? Quels sont les besoins de formation pour les pérenniser et les développer ?

Il s'agit également de comprendre comment ces nouvelles formes de spécialisation dans la gestion de données viennent réorganiser certaines professions (on pense particulièrement aux journalistes), entreprises et administrations concernées par l'ouverture des données.

Soumission

Les propositions de communication peuvent porter sur des expériences en cours, des réflexions théoriques ou des analyses comparatives. Elles peuvent être faites en français ou en anglais.

Les propositions de communication doivent comporter 1000 mots, brève bibliographie comprise.



Une sélection des contributions fera l'objet d'une publication dans le cadre d'un dossier spécial dans une revue francophone.

Les propositions sont à envoyer à :

- Clément Mabi : clement.mabi@utc.fr
- Jean-Christophe Plantin : jean-christophe.plantin@utc.fr

Calendrier

- Date limite d'envoi des propositions de communication : 15 novembre 2012
- Notification d'acceptation : 15 décembre 2012
- Journée d'étude : 14 février 2013

Comité scientifique

David Berry (Swansea University, College of Arts and Humanities)
Mélanie Dulong de Rosnay (CNRS-ISCC)
Clément Mabi (UTC-Costech)
Jean-Christophe Plantin (UTC-Costech)
Bernard Rieder (University of Amsterdam, Media studies department)
Valérie Schafer (CNRS-ISCC)
Laurence Smith-Monnoyer (UTC-Costech)
Bruno J. Strasser (Université de Genève & Yale University)
Stéphanie Wojcik (UPEC-Ceditec)